

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

février 2017

globule
rouge
INFO

LA SANTÉ UNE QUESTION POLITIQUE !

Plus que jamais, la question de la santé, des propositions progressistes pour une santé solidaire pour le XXI^e siècle sont d'actualité. La participation souvent massive aux projections du film *La Sociale* confirme si besoin était l'intérêt populaire pour la protection sociale.

La commission est disponible pour assurer au moins une réunion thématique par circonscription d'ici mi-juin 2017... Nous aurons ainsi l'occasion de préciser les grands axes structurants d'un projet alternatif, les grandes questions auxquelles nous voulons impérativement répondre.

Égalité : c'est vrai pour ce qui concerne tous les aspects (géographique, économique, spécialisation, excellence, etc.).

Gratuité : c'est un des volets de l'égalité. Il faut en finir avec les « restes à charge ». C'est pour nous une question fondamentale. Le renoncement aux soins trouve sa première raison dans la ségrégation financière, c'est inacceptable. Il faut le courage de s'opposer à cette dérive et clairement ouvrir la perspective de la prise en charge à 100% par la Sécurité sociale des soins prescrits.

Proximité : c'est une dimension importante de la réponse aux besoins de santé. C'est une des principales raisons de discrimination, des pertes de chance. Il faut d'urgence arrêter toutes les restructurations en cours et les fermetures programmées et

au contraire engager un processus de réouverture de structures de proximité.

Universalité : le système de santé doit être réellement égal quel que soit la tranche d'âge concernée, le niveau des revenus, les connaissances. C'est bien une des données de notre système à la française. Il est urgent de le réactiver pour contrebalancer les conséquences de toutes ces années de mise en concurrence, d'opposition entre catégories et tranches d'âge.

Solidarité : Le système de santé doit être en phase avec les valeurs de solidarité et de service public. Le service public est la structure qui permet de garantir la proximité, la sécurité et l'égalité

d'accès s'il est modernisé, financé et démocratisé. C'est une valeur moderne et d'avenir. Oui, nous croyons que la solidarité est une valeur à faire partager dans le domaine sanitaire, social et médico-social. La protection sociale doit retrouver toute sa dimension solidaire.

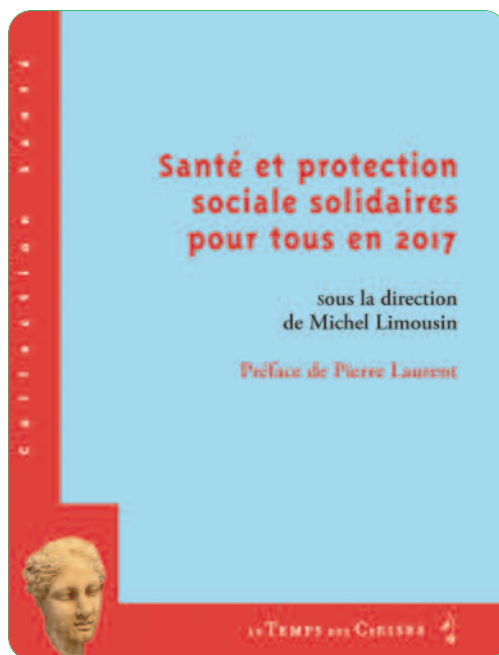
Démocratie : Elle est indispensable à notre système de santé. Elle doit en être le moteur. Il faut faire du neuf en la matière. Nous devons être très innovants et persévérants. Un véritable apprentissage collectif de fonctionnement

démocratique est à construire. Il faut inventer de nouvelles instances, il faut généraliser les processus d'élection pour les représentants dans ces instances. Cela passe aussi par des moyens en temps, en formation pour leur fonctionnement ; c'est une forme d'investissement pour l'avenir que de miser sur la démocratie.

Sécurité : l'évolution des sciences et des techniques doit permettre d'atteindre un niveau de sécurité élevé pour les usagers. C'est une dimension importante.

Maryse Montangon
animatrice de la commission
Santé/protection sociale

une
nouvelle
édition
enrichie
et actualisée du
**livre collectif
de la commission**
est disponible
au prix de 20 euros
à diffuser sans modération !



OCTAPHARMA

ALERTE PLASMA

Le 21 février, Arte diffuse un documentaire sur *Octapharma*, firme multinationale produisant des médicaments dérivés duplasma (sanguin), et plus largement sur les modalités de prélèvement du plasma aux USA par les entreprises du « fractionnement ». C'est une dénonciation de l'exploitation honteuse de la misère humaine, un réquisitoire contre le commerce des produits d'origine humaine.

Ce documentaire, déjà diffusé en Suisse le 15 décembre 2016 par la RTS, a été réalisé par une équipe de journalistes suisses qui avaient abordé ce sujet en décembre 2014 après l'arrestation, à Paris, de l'ancien Premier ministre portugais devenu salarié de *Octapharma* pour corruption, blanchiment, détournement de fonds. Devenu consultant de cette firme, il était semble-il chargé de l'implantation de la multinationale au Brésil.

Le documentaire montre la chaîne complète, du prélèvement du plasma dans les quartiers en perte de Cleveland (USA), à la transfusion aux patients.

Un médecin transfuseur et Michel Monseiller, président de la *Fédération française pour le don de sang bénévole* (FFDSB), donnent la position française à la fin du documentaire qui dure 50 minutes.

Il faut préciser qu'*Octapharma* a obtenu « l'ouverture du marché du plasma thérapeutique »¹ par l'article 71 de la LFSS 2015² et va pouvoir concurrencer l'EFS, service public de la transfusion, pour la fourniture de

ce produit aux hôpitaux en ce début 2017. Ainsi l'actuel gouvernement aura transformé la fourniture éthique du Plasma en « marché » grâce à la LFSS 2015. On peut craindre, à long terme, une commercialisation généralisée d'autres produits humains, une fois ce précédent créé.

Nous invitons à visionner ce documentaire, à transmettre l'info, afin que cette diffusion éclaire le plus grand nombre de citoyens de ces pratiques et qu'en cas de problème sanitaire plus personne ne puisse dire « je ne savais pas... ».

Jean-Pierre Basset

1. Le plasma est utilisé sous deux formes, le « plasma thérapeutique », ainsi que pour la fabrication de *Médicaments dérivés du sang* (MDS) qui traitent 80 pathologies graves, souvent invalidantes, déficits de la coagulation (hémophilie par exemple), déficits immunitaires, troubles pulmonaires, des maladies « auto-immunes », utilisés aussi en soins intensifs. Pour la France, les MDS sont produits de façon éthique par l'établissement public LFB.

2. LFSS : loi de financement de la Sécurité sociale, votée chaque année par les parlementaires.

CONFÉRENCE DE PRESSE DE PIERRE LAURENT

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français, a exprimé, près de l'Hôtel-Dieu à Paris, ses attentes en matière de santé et de protection sociale pour 2017, également développées dans un livre qu'il a préfacé.

Pierre Laurent, qui n'est pas candidat à la présidentielle, est revenu sur l'organisation du système de santé – à « repenser profondément » selon lui. « J'ai une haute idée de la politique de santé, et je considère que le progrès social doit être remis à l'ordre du jour », a expliqué le secrétaire national. Il a plaidé pour davantage de prévention et de proximité, grâce à un nouveau maillage territorial de centres de santé afin d'attirer les médecins avec le salaire et combattre les déserts médicaux.

Cette répartition des centres de santé « par canton » s'accompagnerait d'hôpitaux de proximité « dont les fermetures au profit des groupements hospitaliers de territoire doivent cesser ».

Le Parti communiste souhaite également une politique de santé publique « ambitieuse » qui prenne en compte les problématiques de l'alimentation et de la pollution. Il entend aussi redonner de l'importance à la médecine du travail, « détruite » par la loi El-Khomri.

S'agissant de la couverture maladie, Pierre Laurent s'est déclaré en faveur d'un objectif « progressif » de prise en charge à 100% par la Sécurité sociale des soins prescrits, financée par les cotisations sociales.

BUREAU DE PRESSE DU PCF

communiqués

L'HÔPITAL EN CRISE

il faut une politique de service public

Urgences saturées, épidémie de grippe, mal vie au travail... de multiples expressions ces dernières semaines concrétisent la crise de l'hôpital.

En réalité, l'hôpital public, la santé publique sont malades de l'austérité, des plans d'économies drastiques qui se concrétisent par des contrats de retour à l'équilibre financier supprimant des milliers d'emplois au plan national.

Ce n'est pas le projet de la droite, ou pire celui de l'extrême droite, qui peut répondre à cette situation. Attaquer le service public, remettre en cause le droit syndical, diminuer le nombre de fonctionnaires ne sont pas des solutions.

Il faut une politique authentiquement de gauche, alternative à l'austérité, promouvant le service public. Le remboursement à 100% par la sécurité sociale des soins prescrits est l'ambition à atteindre.

Paris, le 3 février 2017

INDRE

DEBAT PUBLIC : SANTE/PROTECTION SOCIALE

organisé par le PCF dimanche 12 février 2017 à Montierchaume à 10 H

Ce dimanche 12 février, à la salle des fêtes de Montierchaume, les communistes feront place au débat et à la convivialité. En effet, avant leur banquet annuel traditionnel ouvert aux amis et sympathisants, ils invitent à un débat public dès 10 heures le matin.

Cette année, c'est Évelyne Vander Heym, membre de la commission nationale Santé du PCF, directrice d'hôpital en retraite qui interviendra sur : **Santé et protection sociale, enjeux de société**. Sujet brûlant dans ce département où médecine publique et libérale se raréfient mettant en danger sa population.

C'est en effet de nouveau la disparition programmée de l'hôpital de proximité du Blanc sous le coup de la politique d'austérité. C'est maintenant l'impossibilité d'obtenir un médecin généraliste pour de nombreux habitants. Quant aux spécialistes, il faut migrer dans les départements voisins ou au-delà pour accéder aux soins appropriés surtout quand l'hôpital fait défaut. C'est aussi, de plus en plus, une condition de

moyens financiers : le coût des mutuelles, les dépassements d'honoraires, les discriminations à la CMU sont autant de freins à se soigner correctement.

En cette période électorale, les droits à la santé et à une protection sociale de qualité pour tous sont remis en cause par les libéraux. Comme pour les autres droits, la question de leur défense est donc aussi posée. Cela entraîne une autre question : lors des élections législatives, pour défendre ces droits au Parlement, il faudra élire des député-e-s qui ne renient pas les couches populaires et les valeurs de gauche.

Aussi, parce que les programmes de la France insoumise et du Front de gauche sont très proches et que ces forces appellent à voter Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, la responsabilité n'appelle-t-elle pas au rassemblement aussi aux législatives avec des candidatures communes ?

Toutes ces questions sont versées au débat.

Fabien Coste

parole d'élue

ouverture d'un centre municipal de santé au Mans avant la fin de l'année 2017



par Catherine Brulé-Delahaye
maire adjointe communiste à la Santé
Ville du Mans

Le centre municipal de santé au Mans s'installera dans les locaux rénovés au carrefour de plusieurs quartiers ; le début des travaux le 14 février, livraison fin 2017. Le centre occupera une superficie de 310m², avec cinq cabinets de consultations. S'y ajouteront deux ou trois espaces destinés, à plus long terme, à l'accueil de nouveaux professionnels, ainsi qu'à des formations et des ateliers de prévention.

Qui va y travailler ? Dans un premier temps, quatre médecins généralistes, dont un coordinateur, et une sage-femme à temps partiel, mise à disposition par l'hôpital et payée également par la Ville.

Pourquoi ce centre municipal ? Pour lutter contre la pénurie de médecins, notamment dans les quartiers sud. Sur la grosse centaine de praticiens exerçant au Mans, la moitié a plus de 60 ans... Destiné à contrer ce vieillissement, le centre municipal de santé correspond à la demande de la nouvelle génération de médecins : travail en équipe, salariat, charges administratives prises en charge, pas d'investissement dans les locaux. C'est un engagement du mandat municipal.

Comment attirer les médecins au Mans ? Nous vantons le cadre de vie, à commencer par le prix de l'immobilier, plus qu'abordable par rapport à Rennes, Tours ou Nantes. Nous avons une ville à taille

humaine, près de la nature et, avec le train, on est tout près de Paris, 50 mn. Nous avons aussi l'hôpital du Mans. C'est l'un des CH les mieux dotés en termes de plateaux techniques et de recherche clinique. Et puis, il y a des internes qui viennent se former au Mans.

Où en sont les recrutements ? Nous travaillons tous azimuts : annonces diffusées via des sites spécialisés et la fédération nationale des centres municipaux de santé, présence à des congrès, plaquette de communication spécifique... Nous avons reçu quelques candidatures intéressantes. Nous voulons nous assurer qu'il s'agira d'une collaboration sur le long terme.

Combien coûtera le fonctionnement ? La Ville prend à sa charge locaux, chauffage, secrétariat, comptabilité, salaire des médecins. La paie de ces derniers sera financée par les consultations : CPAM et ARS (Agence régionale de santé) rembourseront la Ville. L'équilibre des comptes suppose un rythme de trois à quatre consultations à l'heure, sachant que les médecins travailleront 34 heures par semaine, avec, en plus, une heure de coordination.

Dans un premier temps, les patients n'auront à régler que le ticket modérateur (7€, contre 23€ pour un paiement complet de la consultation) en attendant la convention avec les mutuelles.

LA FIÈVRE MONTE

APPEL DES 39

extraits d'un communiqué

Qualifiées de « visites » en Île-de-France, la vague des « inspections » des hôpitaux de jour pédopsychiatriques en cours sur le territoire français est-elle une dernière onde de choc d'un coup de force des lobbies, désormais écartés des cabinets des pouvoirs publics ? Le rejet le 8 décembre dernier par l'Assemblée nationale de la « résolution Fasquelle » signe-t-il le tournant dans le traitement politique glaçant de la question de l'autisme en France ?

En effet, au printemps dernier, les familles et les professionnels de ce champ ont dénoncé le ligotage du secrétariat d'État chargé des personnes handicapées par un lobby de « la seule méthode ». Après l'intervention du président de la République, les personnes avec de grossiers conflits d'intérêt ont été écartées de l'entourage de Ségolène Neuville.

Avant cela encore, la manière dont ont été adoptées en 2012 les « recommandations » concernant l'autisme avait déjà conduit

en pédopsychiatrie

à l'époque à la dé-crédibilisation de la Haute autorité de santé dans ce domaine. Le texte final ne consacre aucune pratique. Certaines sont déclarées « consensuelles » aux yeux des experts (ceux qui n'ont pas quitté la conférence de consensus), d'autres sont qualifiées de « non-consensuelles » faute d'évaluation « statistique », mais ne sont pas écartées. Seul le soin par « packing » a été mis en attente des résultats des recherches en cours.

Pourtant – malgré des obstacles de plus en plus pesants et un manque de places – les hôpitaux de jour, qui permettent en France de répondre de façon plurielle (soin, éducation, rééducation, pédagogie et institutionnel) aux besoins individuels du soin de l'autisme, méritent le respect que leur porte la grande majorité des parents d'enfants qui y sont soignés. Ils s'articulent chaque fois que possible avec une scolarisation adaptée et permettent le maintien de l'enfant auprès des parents.

Nous souhaitons à tous les soignants des hôpitaux de jour, aux enfants soignés et à leurs familles, entre autre, d'avoir l'énergie nécessaire pour faire face à ce que nous espérons être la dernière onde de choc d'une dérive politique hostile.

Un apaisement, un renversement de tendance, un véritable « solstice d'hiver politique » s'impose, favorisant une approche humaniste, plus éclairée, de l'autisme en France.

les cocos dans les collectifs locaux

DECAZEVILLE mobilisation pour la réouverture de la maternité

La maternité de Decazeville, avec 300 accouchements par an, a été fermée le 7 octobre par décision de l'ARS/Occitanie suite à un décès d'une maman et de son bébé.

Le collectif *Tous ensemble* (syndicats CGT de l'hôpital, syndicats, associations, élus, citoyens, médecins, monde économique, etc.) avait convié la population à se faire entendre. Le 28 janvier, sur la place Decazes à Decazeville, la manifestation organisée par le collectif pour la sauvegarde de la maternité a réuni plus de 3 000 personnes. Un succès en tenant compte de la météo et de l'épidémie de grippe. Mais il en aurait fallu beaucoup plus pour démobiliser celles et ceux venus dire leur attachement à « leur » maternité, mais aussi à l'ensemble des services de « leur » hôpital de plein exercice. *Nous demandons à être accompagnés mais pas à être sanctionnés !*

Tous les orateurs présents ont rappelé leur compassion au lendemain du drame qui a emporté une maman et son bébé, mais tous ont également insisté sur le mauvais procès qui était fait à l'ensemble du service, et par-delà à l'ensemble de l'hôpital, par une Agence régionale de Santé (ARS) plus prompte à se débarrasser de la problématique decazeilloise qu'à organiser, comme cela lui incombe, une réponse médicale adaptée aux besoins spécifiques du territoire, de 70 000 habitants, depuis la fermeture de la maternité de Figeac (46) en 2009 ».

Pour les organisateurs et les observateurs, ce premier rendez-vous avec la rue est « positif, en cela qu'il témoigne de l'attachement de la population à son service public de santé » qui est, selon les propos de Marie-Lou Marcel (député), « l'essence même du service public de proximité ». Pour autant, il faudra être entendu. « Nous méritons mieux, notre histoire en témoigne, et notre volonté à continuer à naître, à vivre, à travailler ici reste indéfectible ». « Notre force est immense ! », ponctuait la docteur Fanny Morin (médecin généraliste), tandis que le président de la CME, Azouz Bédioui, exhortait la population à faire montre : « D'audace, de l'audace et encore de l'audace ! ». Les mots sont parfois lourds de sens ! Le secrétaire de la CGT de l'hôpital de Decazeville, lui, précisait, « Nous sommes déterminés... ».



Parmi les nombreuses personnes il y avait le collectif de femmes enceintes qui compte plus de 40 futures mamans qui veulent accoucher à Decazeville, avec en tête la porte parole Cindy Lacan.

Tous ensemble, après les discours, les nombreux manifestants ont défilés en ville, ou de nombreux commerçants avaient fermé les portes en soutien.

Pascal Mazet